

REGLEMENT DE LA CONSULTATION
Consultation n° 25FCS011



Relatif à

Direction de l'Administration et
des Finances

Marché de services

Dossier suivi par :
Service achats/marchés

**Prestations de suivi de la métrologie
des équipements des laboratoires de
santé animale et de sécurité des
aliments de l'Anses (sites de Maisons-
Alfort et de Boulogne-sur-Mer)**

Date limite de remise des offres :

Le mardi 13 mai 2025 à 17h00



REPONSE ELECTRONIQUE OBLIGATOIRE SUR LE PROFIL ACHETEUR.

Lien pour accéder à la consultation :

[https://www.marches-
publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2731214&orgAcronyme=h8j](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2731214&orgAcronyme=h8j)

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
1 ORGANISME QUI PASSE LE MARCHÉ	3
2 MODE DE PASSATION	3
3 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	3
4 OBJET DE LA CONSULTATION ET DISPOSITIONS DIVERSES	3
4.1 PROCEDURE.....	3
4.2 OBJET DU MARCHÉ.....	3
4.3 ALLOTISSEMENT	3
4.4 FORME DU MARCHÉ	4
4.5 VISITE	4
4.6 VARIANTES	4
4.7 DURÉE DU MARCHÉ	4
4.8 MODIFICATIONS DE DÉTAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION.....	4
4.9 FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS	4
5 PRÉSENTATION DE LA RÉPONSE À LA CONSULTATION – DOCUMENTS REQUIS.....	5
5.1 PROPOSITION TECHNIQUE ET COMMERCIALE	5
5.2 DOSSIER DE CANDIDATURE	5
6 CONDITIONS DE REMISE DE LA RÉPONSE À LA CONSULTATION	6
6.1 REMISE DES PROPOSITIONS DÉMATÉRIALISÉES.....	6
6.2 COPIE DE SAUVEGARDE.....	7
7 EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	7
7.1 CANDIDATURES.....	7
7.2 OFFRES	7
7.3 DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES.....	8
8 DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS.....	8

1 ORGANISME QUI PASSE LE MARCHÉ

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses)
14, rue Pierre et Marie Curie
94701 MAISONS-ALFORT Cedex
Téléphone : 01 49 77 13 50 (standard)
Siret 130 012 024 00183

L'Anses est un établissement public administratif de l'État.

2 MODE DE PASSATION

Marché passé en application des dispositions du code de la commande publique.

3 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) comprend les pièces suivantes :

- Le règlement de consultation (RC) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun aux lots ;
- L'annexe du CCAP « Exigences générales en matière de santé et sécurité au travail lors d'interventions d'entreprises extérieures sur un site de l'Anses » ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du lot 1 ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du lot 2 ;
- Le bordereau des prix unitaires et détail quantitatif estimatif (BPU-DQE) du lot 1 ;
- Le bordereau des prix unitaires et détail quantitatif estimatif (BPU-DQE) du lot 2 ;
- Les fiches fournisseur français et étranger ;
- Un modèle de DC1 et notice d'explication ;
- Un modèle de DC2 et notice d'explication.

4 OBJET DE LA CONSULTATION ET DISPOSITIONS DIVERSES

4.1 PROCEDURE

Le présent marché est un marché de services passé en procédure d'appel d'offres ouvert en application du code de la commande publique (articles L2124-2 et R2161-2 à R2161-5).

4.2 OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour objet des prestations de services relatives à des opérations de suivi de la métrologie dans le domaine de la température et dans le domaine masse.

L'Anses est accompagné d'un AMO pour le suivi de l'exécution du présent marché.

Les laboratoires concernés se situent sur deux sites géographiques :

- Site de Maisons-Alfort, 14, rue Pierre et Marie Curie 94 700 (LS Aliments et LS Animale).
- Site de Boulogne-sur-Mer, boulevard Bassin Napoléon 62 200 (LS Aliments).

Les spécifications techniques sont indiquées dans le CCTP propre à chaque lot.

4.3 ALLOTISSEMENT

Le marché est alloti :

- Lot 1 : Opérations de suivi de la métrologie des masses étalons de travail et des balances des unités
- Lot 2 : Opérations de suivi de la métrologie des sondes de température et des enceintes thermostatées.

4.4 FORME DU MARCHE

Chacun des lots est un accord-cadre qui sera exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande (articles R2162-1 et suivants du code de la commande publique). Chacun de ces accords-cadres à bons de commande fixe toutes les stipulations contractuelles et est conclu avec un seul opérateur économique.

Il ne comporte pas de montant minimum.

Les montants maximums pour la durée totale du marché sont de :

- Pour le lot 1 : 50 000 € HT ;
- Pour le lot 2 : 150 000 € HT.

Ces informations ne sauraient engager l'Anses, ni lui être opposable, ni donner lieu à une indemnité si le volume de commandes n'est pas atteint.

Les prix sont unitaires et révisibles.

4.5 VISITE

Sans objet.

4.6 VARIANTES

4.5.1 Variantes libres à l'initiative des candidats

Les variantes libres ne seront pas acceptées.

4.5.2 Variantes imposées par l'acheteur (Prestations supplémentaires éventuelles (PSE))

Sans objet.

4.7 DUREE DU MARCHE

Chaque lot est conclu à compter de sa date de notification pour une durée initiale de 12 mois. A l'issue de cette période initiale, il est reconduit expressément au maximum 3 fois pour des périodes successives de 12 mois. Sa durée ne saurait excéder 4 ans.

À cet effet, le représentant du pouvoir adjudicateur se prononce dans les trois mois qui précèdent la fin de la période considérée, en notifiant par écrit au titulaire sa décision de reconduire ou non le marché. La non reconduction du marché ne donnera pas lieu à un versement d'indemnité.

4.8 MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter 3 jours au plus tard avant la date limite pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

4.9 FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS

La notification des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur peut être faite par remise directe contre récépissé, échange dématérialisé ou sur support électronique ou tout autre moyen permettant d'attester de l'envoi et de la date de réception de la décision ou de l'information.

5 PRESENTATION DE LA REPONSE A LA CONSULTATION – DOCUMENTS REQUIS

5.1 PROPOSITION TECHNIQUE ET COMMERCIALE

Chaque soumissionnaire devra fournir un dossier comprenant les pièces suivantes :

- **La proposition financière (la monnaie du marché est l'euro)** sur la base de l'annexe financière fournie dans le DCE ;
- **Le dossier technique** : le candidat proposera un mémoire technique en apportant tous les éléments en réponse aux items du tableau de l'article 7.2 du présent règlement. Ce dossier technique comportera une description précise :

Pour le lot 1 :
<ul style="list-style-type: none">○ La procédure de gestion des réclamations du SAV ;
<ul style="list-style-type: none">○ Les moyens humains dédiés à l'exécution du marché : expérience des intervenants dans l'entreprise et dans le domaine du marché, gestion de la suppléance en cas d'absence d'un intervenant et le suivi des compétences des intervenants par le candidat (habilitation, formation, ...).

Pour le lot 2 :
<ul style="list-style-type: none">○ La procédure de gestion des réclamations du SAV ;
<ul style="list-style-type: none">○ Les moyens humains dédiés à l'exécution du marché : expérience des intervenants dans l'entreprise et dans le domaine du marché, gestion de la suppléance en cas d'absence d'un intervenant et le suivi des compétences des intervenants par le candidat (habilitation, formation, ...).

- **Un RIB.**

Nb : Afin de faciliter les échanges ultérieurs, il est souhaité que le candidat fournisse dans son dossier un document d'accompagnement précisant les coordonnées complètes de la personne en charge du suivi du dossier (nom, qualité, téléphone, adresse électronique).



L'acte d'engagement sera signé ultérieurement avec le candidat retenu.

5.2 DOSSIER DE CANDIDATURE

1- Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ;

2- Le candidat peut produire, s'il le désire, les documents et certificats visés à l'annexe 1 ;

3- La lettre de candidature « imprimé DC1 ou Dume » avec mention du mandataire et des membres du groupement ;

4- Les renseignements permettant d'évaluer l'expérience, les capacités professionnelles, techniques et financières (ou imprimé DC2 ou Dume et ses annexes) :

✓ Capacités financières :


- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et/ou le chiffre d'affaires relatif aux prestations faisant l'objet du marché, réalisées par le candidat au cours des trois derniers exercices disponibles.
(Ne pas fournir si déjà renseigné dans le Dc2 ou Dume).


✓ Références professionnelles et capacités techniques :

- Présentation d'une liste des principaux services représentatifs de la prestation objet du marché, effectués au cours des trois dernières années (montant ou volume, date, destinataire) ;
- Qualification : si le candidat en possède, fournir tout certificat de qualification professionnelle adapté à l'objet de la consultation ou tout moyen de preuve équivalent ;
- Démarche qualité en faveur de l'environnement et sociale : si le candidat en possède, fournir tout certificat de qualité établi par des organismes indépendant ou tout moyen de preuve équivalent.

6 - Pour le lot 1 : Les accréditations COFRAC ou équivalent avec leur référence/numéro et l'organisme d'accréditation pour la réalisation des prestations.

7 - Pour le lot 2 : Les accréditations avec leur référence/numéro et l'organisme d'accréditation pour la réalisation des prestations.

 **8** - Toutes personnes morales de droit privé **employant plus de cinq cents personnes est** dans l'obligation de fournir **un BEGES** (Bilan des émissions gaz à effet de serre). A défaut, et conformément au code de la commande publique, l'acheteur peut exclure de la procédure de passation le candidat ne respectant pas cette obligation.

 *Nb : si le candidat s'appuie sur des capacités d'autres opérateurs économiques pour présenter sa candidature, il produit pour chaque opérateur présenté les mêmes documents que ceux qui lui sont demandés. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique. Ainsi, le cas échéant, les candidats sont invités à se présenter en groupement d'entreprise avec mention dans les documents de candidature du mandataire et de ses habilitations à représenter les autres membres du groupement.*

6 CONDITIONS DE REMISE DE LA REPONSE A LA CONSULTATION

 **La réponse à la consultation devra obligatoirement être transmise par voie électronique sur la plateforme du profil acheteur de l'Anses.**

Tous les documents constituant ou accompagnant l'offre doivent être rédigés en français, ou être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Les offres ne seront prises en considération qu'à la condition formelle que tous les documents demandés aient été produits au plus tard le **Le mardi 13 mai 2025 à 17h00**.
Le dossier complet devra comprendre les documents relatifs à la candidature et à l'offre.

La signature électronique de l'offre est possible mais n'est pas obligatoire.

Seul le candidat informé que son offre est retenue sera tenu de signer un acte d'engagement papier, le cas échéant la lettre de candidature (imprimé DC1 ou Dume en cas de groupement) et devra fournir, si ces derniers n'ont pas été remis avec le dossier de candidature, les documents, attestations et certificats requis (**cf. annexe**).

6.1 REMISE DES PROPOSITIONS DEMATERIALISEES

Les candidats doivent remettre leur proposition de façon dématérialisée, au plus tard le **mardi 13 mai 2025 à 17h00 sur le lien ci-dessous :**

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2731214&orgAcronyme=h8j>

Au moment du dépôt de l'offre, la plateforme « Place » donne au candidat le choix de remettre son offre via le dispositif MPS ou sous format électronique standard.

Les candidats doivent insérer dans l'enveloppe électronique l'ensemble des documents requis à l'article 5 du présent RC (lisibles par les outils bureautiques standards).

Avertissement : tout fichier constitutif de l'offre devra être traité préalablement par le soumissionnaire par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout fichier reçu par l'Anses et contenant un virus fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu ; le candidat en sera informé.

6.2 COPIE DE SAUVEGARDE

Le candidat pourra, parallèlement à son envoi électronique, envoyer une copie de sauvegarde de son dossier de candidature et de son dossier d'offre.

La copie de sauvegarde doit être envoyée :

- Sur support physique électronique (CD, DVD, clé USB...), qui doit être transmise sous pli scellé à l'adresse mentionnée ci-après et comporter la mention « *ne pas ouvrir - consultation 25FCS011 - copie de sauvegarde* » :

Anses
Service achats/marchés
14, rue Pierre et Marie Curie
94701 Maisons Alfort Cedex.

- Ou/et dans les conditions de l'article R2132-11 du code de la commande publique.

Elle doit être parvenue dans les délais impartis pour la remise des offres tel que mentionné ci-dessus.

Les candidatures et les offres donneront lieu à l'ouverture de la copie de sauvegarde si un programme informatique malveillant est détecté dans un fichier électronique.

Également, si la réponse électronique a été envoyée mais n'est pas parvenue dans les délais requis, ou bien si la candidature ou l'offre n'a pu être ouverte, l'Anses procèdera à l'ouverture de la copie de sauvegarde, sous réserve que celle-ci soit parvenue dans les délais de dépôt des candidatures et des offres.

En cas d'ouverture, la copie se substituera au dossier transmis par voie électronique.

7 EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

7.1 CANDIDATURES

L'examen des candidatures portera sur leur recevabilité au regard des stipulations du code de la commande publique et sur l'évaluation des capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 OFFRES

L'analyse des offres pour chacun des lots sera effectuée au vu des critères pondérés suivants :

Lot 1	
Critères	Sous-critères
Valeur technique (pondération : 50%)	SAV (pondération : 20 %)
	Moyens humains : expérience, suppléance et suivi des compétences (pondération : 30 %)
Prix (pondération : 40%)	
Développement durable (pondération : 10 %) : Empreinte carbone relative à une prestation sur site (1 déplacement Anses-titulaire). Le calcul est établi selon la formule donnée par Labos 1point5* (https://apps.labos1point5.org/travelssimulator), sur la base : <ul style="list-style-type: none">- du moyen de transport utilisé par les intervenants dédiés à chaque site Anses- du point de départ de l'intervenant dédié pour chaque site Anses	

A noter : le simulateur de calcul ne permet pas de calculer l’empreinte carbone si la ville de départ et la ville du site Anses concerné par la prestation sont identiques. Ainsi, en cas de ville de départ identique à la ville du site Anses :

- Soit le candidat fournit l’adresse exacte du point de départ : dans ce cas la distance réellement parcourue est retenue pour établir l’empreinte carbone
- Soit le candidat ne fournit pas l’adresse du point de départ : dans ce cas un forfait de 4 km s’applique pour établir l’empreinte carbone.

Lot 2

Critères	Sous-critères
	SAV (pondération : 20 %)
	Moyens humains : expérience, suppléance et suivi des compétences (pondération : 30%)
Prix (pondération : 40%)	
Développement durable (pondération : 10 %) : Empreinte carbone relative à une prestation sur site (1 déplacement Anses-titulaire). Le calcul est établi selon la formule donnée par Labos 1point5* (https://apps.labos1point5.org/travelssimulator), sur la base : <ul style="list-style-type: none">- du moyen de transport utilisé par les intervenants dédiés à chaque site Anses- du point de départ de l'intervenant dédié pour chaque site Anses	
A noter : le simulateur de calcul ne permet pas de calculer l’empreinte carbone si la ville de départ et la ville du site Anses concerné par la prestation sont identiques. Ainsi, en cas de ville de départ identique à la ville du site Anses : <ul style="list-style-type: none">- Soit le candidat fournit l’adresse exacte du point de départ : dans ce cas la distance réellement parcourue est retenue pour établir l’empreinte carbone- Soit le candidat ne fournit pas l’adresse du point de départ : dans ce cas un forfait de 4 km s’applique pour établir l’empreinte carbone.	

✓ Choix de l’offre économiquement la plus avantageuse

Le classement des offres sera réalisé après addition des notes pondérées obtenues aux différents critères ; les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables seront le cas échéant éliminées.

Les négociations ne sont pas autorisées.

À l’issue, les offres des candidats feront l’objet d’un classement définitif. L’offre la mieux classée sera retenue, le cas échéant à titre provisoire, en attendant que le candidat produise, si ces derniers n’ont pas été remis avec le dossier de candidature, les documents, attestations et certificats prévus à l’annexe 1 et matérialise son offre par la signature manuscrite d’un acte d’engagement papier.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur à l’attributaire pour remettre ces documents sera indiqué dans le courrier envoyé à celui-ci ; Il ne pourra être supérieur à 10 jours.

7.3 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à 150 jours à compter de la date limite de remise des offres.

8 DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

Les demandes d’informations complémentaires portant sur des données substantielles du marché doivent être formulées via le profil acheteur au travers de la rubrique questions/réponses **6 jours au moins** avant la date limite de remise des offres :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2731214&orgAcronyme=h8j>

Les réponses seront publiées **3 jours au moins** avant la date limite de remise des offre

DOCUMENTS À FOURNIR PAR L'ATTRIBUTAIRE POTENTIEL DU MARCHÉ

(si ces derniers n'ont pas été déjà transmis dans le dossier de candidature ou ne sont pas disponibles sur le profil acheteur)

A/ Candidat individuel ou membre du groupement établi en France.

Dans tous les cas :

- ☐ Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager la société (dont délégations de signature...).
- ☐ Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions **datant de moins de 6 mois** (*articles D 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale*).
- ☐ Les attestations et certificats délivrés par l'administration fiscale dont dépend l'attributaire prouvant que les obligations fiscales ont été satisfaites (impôts sur le revenu, impôt sur les sociétés et taxe sur la valeur ajoutée) – **a minima situation datant de moins de 6 mois**.
- ☐ Une attestation d'assurance en cours de validité.

Dans le cas où l'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (*article D 8222-5-2° du code du travail*) :

- ☐ Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis ou D1), délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente datant de moins de 3 mois.
- ☐ Une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM.
- ☐ Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.
- ☐ Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

B/ Candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger.

- ☐ Se référer aux dispositions du Code de la commande publique.
- ☐ Une attestation d'assurance en cours de validité.